

LE MONDE 29/09/22

Débats éducatifs : Macron omniprésent, au risque de braquer la communauté éducative

Salaire des enseignants, concertation sur la refondation de l'école, lycée professionnel... Le président Macron multiplie les prises de parole sur les sujets éducatifs en cette rentrée.

Par [Violaine Morin](#)

Publié aujourd'hui à 12h00

Temps de Lecture 4 min.



Le ministre français de l'Éducation et de la Jeunesse, Pap Ndiaye, et le président français Emmanuel Macron visitent le lycée Eric Tabarly aux Sables-d'Olonne, dans l'ouest de la France, le 13 septembre 2022. LUDOVIC MARIN / AFP

C'est une première qui est restée gravée dans les esprits : le 25 août, le président Macron a réuni les recteurs d'académie en Sorbonne, événement d'ordinaire présidé par le ministre de l'éducation. *« Les recteurs les plus naïfs se sont dit : "Tiens, le président s'intéresse à nous", souffle un universitaire habitué de la rue de Grenelle, qui souhaite rester anonyme. Les autres ont pensé que leur ministre était désormais sous tutelle. »*

Cette anecdote résume une forme de désarroi de la communauté éducative depuis la rentrée. Alors qu'une journée de grève devait permettre de jauger l'impatience des enseignants sur les questions salariales, jeudi 29 septembre, les acteurs du secteur s'interrogent sur ce pas de deux président-ministre de l'éducation nationale.

Quinze jours après la rentrée, le président Macron a repris la main, en présentant devant des enseignants et chefs d'entreprise des Sables-d'Olonne (Vendée) son projet de réforme de la voie

professionnelle. Pap Ndiaye et Carole Grandjean, la ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnels, sont restés en retrait.

Quelques jours plus tard, tous les enseignants recevaient un e-mail présidentiel dans lequel nombre de syndicats ont vu la confirmation que leurs revalorisations seraient en deçà de leurs attentes, avec une partie indexée sur la capacité à accepter de nouvelles missions.

Un flottement dans la stratégie

« Emmanuel Macron s'était déjà adressé aux enseignants au début du précédent quinquennat, rappelle-t-on dans l'entourage du ministre. Il ne faut pas y voir une mise en retrait de Pap Ndiaye, qui travaille d'arrache-pied, consulte énormément et se déplace beaucoup, sans forcément médiatiser toutes ses actions. » Autour de lui, on évoque un « changement de style », une « personnalité » très différente de celle de Jean-Michel Blanquer, qui était indéniablement plus friand d'exposition médiatique... Mais également plus « technique », lui qui avait été directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesco) durant le mandat de Nicolas Sarkozy. Au sein du gouvernement, on défend l'idée que « l'élan » pour transformer l'école doit être si puissant qu'il ne peut venir que du chef de l'Etat.

Le « penchant bonapartiste » du président, selon le mot d'un ancien recteur, génère ainsi un certain flottement. Emmanuel Macron a progressivement dévoilé, depuis la fin de l'année scolaire 2021-2022, un changement de méthode, sorte de déclinaison éducative du tout nouveau Conseil national de la refondation, qui consiste à faire émerger les solutions venant du terrain – y compris pour la réforme de la voie professionnelle, dont il a assuré qu'elle serait très progressive. Mais il continue à apparaître directif.

Il en va ainsi, par exemple, de l'annonce d'augmentation de 50 % de la durée des stages de la voie professionnelle, qui ne semble pas ouverte à la discussion, alors qu'elle inquiète énormément les professeurs concernés. « Les lignes présidentielles sont tellement fortes qu'elles deviennent indiscutables », s'inquiète Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-UNSA.

Un défaut de maîtrise du sujet

Les enseignants affirment que la partition est, pour eux, de plus en plus difficile à lire. Beaucoup assurent avoir été « soulagés » du départ de Jean-Michel Blanquer, ministre associé à la gestion du Covid-19, avec lequel les tensions s'étaient accumulées jusqu'à son départ de l'hôtel de Rochechouart, au printemps 2022. Pour certains, l'arrivée de Pap Ndiaye est un heureux changement : c'est un professeur d'histoire, connaisseur des questions d'inégalités, puisque lui-même auteur d'un ouvrage intitulé *La Condition noire* (Calmann-Lévy, 2008)... Mais pourquoi l'avoir nommé si c'est pour finalement ne pas le laisser parler ? « Pap Ndiaye avait un certain crédit auprès des enseignants, même si ces derniers ont voulu rester prudents, analyse un ancien recteur. Il a essayé de faire passer des signaux, mais la logique du macronisme est en train de tout écraser. »

Outre le fait que de nombreux enseignants voient en Pap Ndiaye une « continuité » – le choix de son directeur du cabinet, l'ancien Dgesco Jean-Marc Huart, est avancé par beaucoup comme le signe d'une absence de rupture avec Jean-Michel Blanquer –, ils perçoivent aussi la présence accrue du président de la République dans les débats scolaires comme un problème pratique : il ne maîtrise pas toujours les dossiers, par exemple lorsqu'il s'étonne, devant les recteurs, qu'il puisse exister des « projets d'établissements » qu'il assure n'avoir jamais vus. « On a un président qui veut à la fois gérer une crise géopolitique mondiale et décider de la durée des stages en lycée pro », s'agace Alexis Torchet, secrétaire national du SGEN-CFDT. Un interventionnisme qui suscite « au mieux du

désintérêt, au pire de l'agacement, mais certainement pas de l'adhésion politique » auprès des enseignants, rapporte le syndicaliste.

Pour les enseignants, le chef de l'Etat apparaît souvent « très loin » des questions scolaires. « Quand le président prend la parole, c'est au grand public qu'il s'adresse, pas à nous, juge une enseignante de mathématiques, qui ne souhaite pas donner son nom. Par exemple, ils ont annoncé partout le retour des maths en première, et les gens pensent que le problème est réglé. Mais cet enseignement est facultatif et, dans mon établissement, seuls quatre élèves l'ont choisi. Ça, évidemment, l'opinion ne s'en rendra pas compte. »

« Absence d'empathie »

L'omniprésence du président sur les questions d'éducation, définies comme « priorité » du quinquennat, ne convainc en outre pas ceux qui déplorent sa vision « libérale » de l'école. « S'y intéresser, mais pour faire quoi ?, s'inquiète Benjamin Bauné, cosecrétaire en charge du premier degré du syndicat SUD-éducation et professeur des écoles dans le 18^e arrondissement de Paris. Cela peut aussi marquer la volonté d'aller vite dans une direction qui n'est pas la bonne. »

Beaucoup dénoncent, ainsi, une « absence d'empathie » envers l'école publique, présentée par le chef de l'Etat sous l'angle de ses dysfonctionnements et de ses échecs, lui qui a évoqué à la rentrée des élèves « malheureux », des professeurs « désabusés » et des parents « inquiets ». En tout état de cause, le monde éducatif est en attente de plus de clarté – qu'elle vienne du président ou de son ministre – sur les chantiers en cours comme sur les revalorisations. « Ce que l'on voudrait, c'est savoir à quelle sauce on va être mangé, indique Pierre Fournier, proviseur du lycée polyvalent Jean-Moulin, à Béziers (Hérault), et syndiqué au SNPDEN-UNSA. Que la sauce soit préparée rue de Grenelle ou à l'Élysée, ça n'a au fond pas grande importance. »